

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/FIN/M/16**

9 octobre 1997

(97-4378)

---

## Comité du commerce des services financiers

### RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 18 SEPTEMBRE 1997

#### Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa seizième réunion sous la présidence de M. Yoshio Okubo (Japon). L'ordre du jour de la réunion figurait dans le document WTO/AIR/650 du 31 juillet 1997 et consistait en quatre points: échange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales; faits récents touchant le commerce des services financiers; organisation des travaux futurs; et autres questions.

Point A:            Echange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales

Point B:            Faits récents touchant le commerce des services financiers

2. Le Président, faisant le point de la situation, a indiqué qu'au total, 19 offres avaient été présentées, dont six après dernière réunion par Macao, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, la République tchèque, l'Equateur et Singapour. Ces offres étaient reproduites dans les documents S/FIN/W/12/Add.14 à 19, distribués par le Secrétariat. Par ailleurs, Hong Kong, Chine avait présenté une offre révisée, publiée sous la cote S/FIN/W/12/Add.4/Rev.1. Le Président a invité les délégations ayant présenté des offres depuis la dernière réunion à s'exprimer sur ce sujet.

3. Singapour a dit que son offre révisée indiquait le régime applicable actuellement conformément aux modifications législatives effectuées au cours des dernières années. Les détails de l'offre révisée seraient examinés avec les partenaires de négociation lors de réunions bilatérales. La République tchèque a expliqué que son offre tenait compte des changements intervenus dans le droit interne depuis juillet 1995, en particulier la nouvelle Loi sur les changes. L'offre contenait donc de nouvelles améliorations par rapport au régime déjà libéral applicable au secteur des services financiers. Les principaux changements avaient été effectués conformément aux principes suivants: libéralisation complète des transactions courantes pour résidents et non-résidents, suppression des restrictions imposées sur les paiements afférents aux exportations et importations de marchandises et de services effectuées par des personnes physiques résidentes, libéralisation accélérée des entrées de capitaux et des mouvements de capitaux à long terme, et libéralisation des investissements directs à l'étranger et de l'acquisition de propriétés immobilières à l'étranger par des résidents. Dans le secteur de l'assurance, les droits monopolistiques sur l'assurance obligatoire du transport aérien, par exemple, ont été supprimés.

4. Macao a dit que son offre rendait compte des changements intervenus dans l'économie du territoire à la suite des réformes entreprises depuis 1994. Les améliorations reprises dans l'offre consistaient à consolider les engagements concernant la fourniture transfrontières et la consommation à l'étranger de tous les services d'assurance et services connexes. La non-consolidation de l'engagement en matière d'accès aux marchés pour la présence de personnes physiques dans le secteur de l'assurance visait à protéger le marché de l'emploi, qui était encore très fragile; des exceptions étaient cependant prévues pour les directeurs et spécialistes et le personnel technique qui ne pouvaient être recrutés localement. Quant aux services bancaires et autres services financiers, l'offre incluait la consolidation du traitement national pour la fourniture transfrontières. La non-consolidation de l'engagement en matière d'accès aux marchés pour la fourniture transfrontières s'expliquait par la législation intérieure actuelle, établie d'après les recommandations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, qui disposait

que les banques internationales désireuses de mener des activités sur le territoire devaient participer au capital des banques locales ou demander l'autorisation d'établir des filiales, succursales ou bureaux de représentation. La non-consolidation de l'accès aux marchés pour la présence de personnes physiques dans le secteur des services bancaires et autres services financiers avait aussi pour objet de protéger le marché de l'emploi, mais là aussi, les exceptions étaient prévues. Macao a souligné que l'enjeu des négociations en cours, à savoir le secteur international des services financiers, était trop important pour que l'on puisse envisager un échec.

5. L'Equateur a dit qu'il avait fait de gros efforts ces derniers mois pour surmonter les difficultés économiques rencontrées jusqu'au début de 1997. Il s'agissait notamment de ralentir l'inflation et de réduire la dette extérieure. Une croissance durable de l'économie et le rééquilibrage des paramètres fondamentaux permettraient à l'Equateur de restructurer le fonctionnement du secteur des services bancaires et services d'assurance, soumis à quelques limitations. L'offre de l'Equateur serait dans la pratique très large et intéressante pour l'investisseur étranger, une fois que le système financier aurait été renforcé. La législation actuelle garantissait le principe du traitement national et l'égalité des chances.

6. La Corée a dit que son offre initiale contenait des améliorations substantielles par rapport à la liste présentée en juillet 1995. Cette offre représentait l'effort maximal qu'elle pouvait faire pour contribuer au succès des négociations et témoignait de son attitude très positive quant à la libéralisation des services financiers. L'offre énonçait 34 engagements nouveaux fondés sur le plein respect du principe NPF, y compris la quasi-totalité des engagements pris par la Corée dans le cadre de l'OCDE, tels que la suppression de l'examen des besoins économiques pour le secteur de l'assurance, ainsi que des mesures non visées par les engagements relevant de l'OCDE. Hong Kong, Chine a dit que son offre révisée contenait quelques améliorations techniques qui concernaient surtout la note introductive définissant la limitation des possibilités de solliciter la clientèle et d'engager des activités de commercialisation selon les modes 1 et 2. Il s'agissait de clarifier la signification de cette note introductive et d'en réduire la portée; de même, l'énoncé de l'offre avait été amélioré. La Nouvelle-Zélande a expliqué que son offre étendait les engagements à deux autres sous-secteurs du secteur de l'assurance, à savoir l'intermédiation en assurance et les services auxiliaires de l'assurance. Elle y indiquait aussi qu'elle était disposée à envisager d'établir ses engagements dans ce secteur sur la base du Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers.

7. Le Président a invité les délégations qui n'avaient pas encore présenté d'offre à donner des précisions ou à expliquer où en était la situation. Il a aussi invité les participants à formuler des observations sur l'avancement des négociations bilatérales et sur les faits récents touchant les marchés financiers ou le commerce des services financiers.

8. Les Communautés européennes ont accueilli avec satisfaction les offres présentées récemment. Elles se sont félicitées des améliorations contenues dans les offres, ainsi que des indications et signes positifs donnés lors des réunions bilatérales selon lesquels plusieurs pays mettaient actuellement au point leurs offres pour les présenter d'ici peu. Les 19 offres déposées jusqu'ici étaient une contribution importante au processus, même si l'on pouvait encore faire mieux. Les réunions bilatérales tenues par les CE avec les délégations, y compris celles qui n'avaient pas encore présenté d'offre, étaient pour la plupart encourageantes; beaucoup de ces pays avaient fait savoir qu'ils envisageaient sérieusement de présenter des offres applicables à un plus grand nombre de secteurs et contenant des engagements garantissant l'accès aux marchés. Les CE étaient particulièrement sensibles à ces efforts car dans plusieurs pays, il aurait pu être plus difficile, en raison de difficultés d'ordre politique interne ou financier externe, d'attirer l'attention des responsables de haut niveau sur les négociations. Elles ont souligné l'importance de l'AGCS et des négociations en cours, qui faisaient partie d'un processus international visant non seulement à rendre plus prévisible le secteur des services financiers, mais aussi à améliorer l'efficacité des marchés financiers. Il était essentiel que tous les pays s'engagent à accorder protection et traitement équitable aux investissements étrangers dans ce secteur, car ces investissements contribueraient à recapitaliser et à renforcer les secteurs financiers nationaux. Les pays qui n'avaient

pas encore présenté d'offres devraient tout faire pour en déposer une dès que possible afin que des négociations fructueuses puissent avoir lieu; ces offres étaient indispensables au succès des négociations. Les CE ont aussi réaffirmé qu'elles étaient disposées à envisager des modalités permettant à d'autres Membres de prendre des engagements avec une certaine flexibilité compte tenu de la situation de leurs marchés, de leur niveau de développement, et du principe de la libéralisation progressive. Elles n'escomptaient pas que les négociations en cours aboutiraient à un accord de libre-échange mais souhaitaient un accord énonçant les garanties nécessaires.

9. La Slovénie a réaffirmé son soutien sans réserve aux négociations et son intention d'y contribuer dans la mesure de ses possibilités. La concurrence dans le secteur des services financiers revêtait une importance cruciale pour son développement économique. La Slovénie entendait libéraliser ce secteur progressivement, pendant une période de deux à quatre ans selon les différents sous-secteurs. Ce processus serait subordonné à la législation, actuellement à l'étude, sur les changes, le secteur bancaire, l'assurance, et les marchés de valeurs mobilières. La Slovénie présenterait sous peu son offre initiale. Des faits récents qui avaient une incidence indirecte sur le secteur financier, tels qu'un amendement à la Constitution portant sur la possession de biens immobiliers par des étrangers et la promulgation d'une loi sur l'achèvement de la privatisation, avaient permis de supprimer les limitations concernant la présence étrangère. La nouvelle loi sur les activités bancaires actuellement à l'examen énonçait des mesures de libéralisation et relatives à l'application de principes non discriminatoires et de normes internationales. L'autorisation accordée aux banques étrangères de créer des succursales, qui marquait la libéralisation totale des conditions d'établissement pour ces banques, permettrait aux personnes étrangères d'accéder pleinement au marché des valeurs mobilières, les banques étant légalement autorisées à intervenir sur ce marché et dans le commerce d'autres instruments financiers. Les limitations concernant les relations de crédit seraient aussi supprimées. Quant au marché de l'assurance, il était aussi prévu de le libéraliser, mais seulement une fois que la privatisation des compagnies d'assurance aurait été achevée.

10. L'Islande a confirmé qu'elle achevait de mettre au point son offre, qui serait communiquée au Secrétariat pour distribution dans quelques jours. Elle attachait une grande importance au succès des négociations et comptait bien collaborer avec ses partenaires de négociation à cette fin. La Pologne a dit que son offre révisée avait déjà été établie mais que, pour des raisons techniques et procédurales, elle ne la présenterait que quelques jours après la date annoncée initialement. L'offre améliorée représenterait la libéralisation complète des modes de fourniture 1 et 2 dans les sous-secteurs de la réassurance, de la rétrocession, et de l'assurance des marchandises entrant dans le commerce international. A compter du 1er janvier 1999, l'accès aux marchés serait possible pour les succursales agréées dans le secteur de l'assurance et le secteur bancaire; il en serait de même un an plus tôt pour les maisons de titres. L'obligation d'obtenir une autorisation pour acquérir les actions d'une société détenant au moins 15 pour cent des actions d'une compagnie d'assurance serait supprimée. L'obligation de résidence pour les courtiers et conseillers en valeurs mobilières serait aussi levée à compter du 1er janvier 1998.

11. Le Pakistan a confirmé qu'il continuerait à oeuvrer en vue d'améliorer l'accès aux marchés et de libéraliser le commerce des services financiers conformément aux dispositions de l'AGCS. Il était fermement convaincu que la libéralisation des services financiers permettrait à son secteur bancaire et à son secteur de l'assurance d'évoluer sur une base saine et solide. Des modifications importantes avaient été apportées récemment à la législation sur les banques pour préserver le système bancaire des influences bureaucratiques et politiques. De même, une nouvelle loi sur le recouvrement avait été promulguée qui accélérerait le recouvrement des créances improductives. La privatisation des banques progressait rapidement. Au cours des six derniers mois, des investisseurs étrangers avaient acquis une participation majoritaire assortie du droit de contrôle de la gestion dans deux banques pakistanaïses au moyen d'une procédure d'adjudication publique. Le mois précédent, des normes comptables internationales et d'autres règlements prudentiels acceptés au niveau international avaient été adoptés pour l'ensemble du secteur bancaire. Dans le secteur de l'assurance, la mise en place d'un cadre

réglementaire et d'une autorité chargée de le mettre en oeuvre permettrait de créer des conditions uniformes pour les fournisseurs étrangers et nationaux de ces services. Le Pakistan a dit que ses engagements concernant l'octroi d'un accès important aux marchés et d'un traitement national quasiment complet dans le secteur des services financiers n'auraient sens et effet que si les partenaires en faisaient autant à leur tour; jusqu'ici, les offres n'avaient pas répondu à ses attentes. Il espérait qu'elles seraient encore améliorées. Le Pakistan étudierait ces offres attentivement et formulerait en conséquence sa réponse.

12. L'Uruguay a annoncé qu'il avait élaboré une offre améliorée, actuellement soumise à une procédure d'approbation interne. L'offre inclurait plusieurs sous-secteurs de l'assurance non visés auparavant, et élargirait les engagements existants concernant le secteur bancaire. La date à laquelle elle serait présentée et son ampleur dépendraient de la procédure interne ainsi que des négociations bilatérales. L'Uruguay espérait la faire distribuer sous peu.

13. Le Brésil a dit que la réforme et la modernisation du secteur des services financiers continuaient à progresser régulièrement. Au cours des deux derniers mois, un grand nombre de nouvelles compagnies d'assurance étrangères avaient été admises sur le marché brésilien, dont une des principales compagnies des Etats-Unis. De même, les établissements étrangers continuaient à s'implanter sur le marché bancaire brésilien, par la création ou l'acquisition de banques. La restructuration et la privatisation des banques d'Etat se poursuivaient aussi à un rythme soutenu. Le Brésil a rappelé qu'un grand nombre des changements prévus par la réforme devaient encore être entérinés par une législation qui concrétiserait les dispositions générales pertinentes de la Constitution. Cette législation était actuellement à l'examen et il serait difficile de dire à l'avance quels seraient le rythme et l'orientation des discussions. C'était en raison de cette situation interne que le gouvernement brésilien n'avait pas pu présenter une offre initiale avant cette réunion. Il restait cependant entièrement déterminé à contribuer au succès des négociations et était disposé à envisager d'autres moyens de surmonter les difficultés, pour autant qu'ils soient compatibles avec ses procédures internes.

14. Le Mexique a déclaré qu'il travaillait en vue de présenter une offre améliorée. Dès que les consultations internes se seraient achevées, l'offre serait communiquée aux Membres. L'Australie a été encouragée par les discussions qu'elle avait eues pendant la semaine et estimait que les négociations étaient en bonne voie. Une atmosphère positive avait été créée grâce à trois principaux facteurs: d'abord, un grand nombre d'offres nouvelles avaient été présentées, dont certaines étaient nettement améliorées; ensuite, on avait pu constater que les administrations nationales travaillaient résolument à élaborer de nouvelles offres, malgré les difficultés financières rencontrées par certains pays; enfin, les pays participants avaient manifesté la volonté d'être à l'écoute et d'engager un dialogue constructif. Pour que les négociations puissent s'achever en temps opportun, il serait nécessaire de passer bientôt à une phase plus intensive. Quant aux faits nouveaux sur le plan interne, le Directeur du Trésor australien avait annoncé le 2 septembre un ensemble détaillé de réformes du système financier, en réponse aux conclusions de la Commission d'enquête Wallis. Les principaux éléments de ces réformes étaient un nouveau cadre institutionnel pour la réglementation, notamment un règlement prudentiel applicable au système financier, et diverses mesures visant à améliorer l'efficacité et la contestabilité des marchés financiers et du système de paiements. En résumé, les mesures annoncées permettraient d'élargir le choix et de renforcer la concurrence dans le secteur des services financiers en Australie, en particulier pour ce qui était des services bancaires et de l'assurance, et faciliteraient l'accès au système de paiements.

15. Le Canada avait participé à une quinzaine de réunions bilatérales pendant la semaine et était encouragé par le climat général des discussions et par la qualité des nouvelles offres. Il a instamment invité les pays élaborant de nouvelles offres à envisager de consolider les mesures de libéralisation instituées depuis 1995 et d'inclure toutes les nouvelles mesures de libéralisation dont l'adoption serait imminente. Le Canada était déterminé à mettre en place un nouveau régime pour les activités de succursales bancaires et espérait pouvoir inclure ce régime dans une version révisée future de son offre. La Roumanie a dit que les institutions roumaines compétentes travaillaient intensivement à l'élaboration

d'une offre initiale qui serait présentée le plus tôt possible. Elle avait fermement l'intention d'étendre la portée de ses engagements spécifiques dans ce secteur, en particulier aux valeurs mobilières et aux services connexes. Elle pourrait présenter une offre améliorée sur les services bancaires et services d'assurance après l'adoption du nouveau règlement en la matière, prévue pour bientôt.

16. La Norvège a noté avec satisfaction que les nouvelles offres faisaient état de la suppression de restrictions importantes. Les choses pouvaient certainement être encore améliorées, sur les plans quantitatif et qualitatif. La Norvège restait cependant convaincue que l'esprit constructif qui prévalait actuellement dans les négociations était contagieux et que ses partenaires étaient comme elle certains des avantages offerts par un système commercial multilatéral solide et libéral. Il fallait recréer l'atmosphère positive qui avait caractérisé les négociations fructueuses sur les télécommunications de base. La Norvège n'escomptait pas un véritable accord de libre-échange mais un accord assez libéral, assorti des garanties nécessaires. Hong Kong, Chine a noté que le temps qui restait pour les négociations était limité et a exprimé l'espoir que les offres seraient présentées plus rapidement. Elle a noté qu'il y avait beaucoup à gagner du succès des négociations; plus de 90 Membres avaient présenté des offres en 1993 et 1995, et quelques nouvelles offres sensiblement améliorées avaient déjà été communiquées. Elle comprenait certes qu'il y avait peut-être des difficultés pour certains pays mais les avantages qui résulteraient pour tous les pays de la libéralisation d'un secteur clé de l'économie mondiale valaient bien cet effort. Le Maroc a dit qu'il envisageait la possibilité d'améliorer son offre par rapport aux engagements pris en 1995, en particulier pour ce qui était de l'assurance. Ces améliorations tiendraient compte du processus en cours, notamment du nouveau code de l'assurance qui serait adopté bientôt et de la privatisation des compagnies d'assurance, qui aurait lieu d'ici quelques mois. Le Maroc réfléchissait aussi à la possibilité d'inclure les services liés à l'assurance. Il espérait pouvoir présenter dans les semaines à venir une offre améliorée, compte tenu des demandes exprimées par ses partenaires commerciaux.

17. Le Japon a parlé des faits intervenus récemment sur les marchés des changes en Asie. Divers arguments avaient été avancés au sujet des rapports entre ces événements et la libéralisation des services financiers. Le vrai problème qui se posait aux autorités monétaires de chaque pays était de savoir comment assurer la stabilité du marché tout en intensifiant la libéralisation. Vu l'interdépendance croissante de l'économie mondiale aujourd'hui, il était indispensable que chaque pays ouvre son marché financier et fasse le meilleur usage possible des forces du marché. Ce faisant, il pourrait aussi mobiliser les ressources nécessaires au développement. Le Japon a souligné que des politiques macro-économiques bien conçues étaient la condition de base à la stabilité du marché des changes. Il fallait veiller attentivement à ne pas entraver le fonctionnement efficace du marché par un recours à des mesures de stabilisation excessives. Quant aux négociations, le Japon a jugé très encourageantes les nouvelles offres présentées par certains pays et les indications données par d'autres sur le sens dans lequel les engagements seraient améliorés. Des engagements pris dans le cadre de l'AGCS assureraient aux investisseurs étrangers la stabilité juridique et la prévisibilité qui permettraient d'éviter des événements tels qu'une crise monétaire. La conclusion d'un accord multilatéral dans le secteur des services financiers apporterait de grands avantages aux pays en favorisant un développement rationnel de l'économie mondiale. Le Japon a instamment invité les Membres qui n'avaient pas encore présenté d'offre à communiquer dès que possible des offres nettement améliorées, raisonnablement tôt avant la réunion d'octobre du Comité.

18. L'Egypte a souligné que sa politique visait à réformer son économie en vue de l'intégrer pleinement au cadre mondial. Dans cet esprit, elle avait fait un gros effort pour libéraliser le secteur financier compte tenu du stade de développement de chaque branche d'activité ainsi que de ses besoins de développement. Le marché des valeurs mobilières avait été totalement libéralisé tandis que le secteur bancaire et celui de l'assurance l'étaient progressivement. L'Egypte envisageait de continuer à supprimer ou à assouplir les limitations existantes: par exemple, dans le secteur des services bancaires, la participation étrangère au capital pouvait désormais dépasser 49 pour cent, et dans celui de l'assurance, la limite serait portée à 51 pour cent; la prescription relative à l'examen des besoins économiques

serait assouplie; et l'obligation de nationalité pour les directeurs généraux serait réexaminée. Ces modifications seraient effectuées dans le délai établi. Les mesures que l'Egypte prendrait à l'avenir dépendraient de l'ampleur des améliorations apportées à leurs engagements par d'autres partenaires. L'Egypte espérait que l'article IV de l'AGCS serait mis en oeuvre et qu'un accord sur la question des sauvegardes serait conclu conformément à l'article X. La Hongrie s'est associée aux autres délégations pour exprimer l'espoir de voir aboutir les négociations.

19. La Suisse avait eu des discussions avec plusieurs pays sur l'incidence de l'instabilité financière dans certaines régions. Elle appréciait à leur juste valeur les efforts consentis par les participants pour présenter des offres améliorées et ne méconnaissait pas les difficultés bien réelles rencontrées par certains pays. Les négociations de 1997 s'inscrivaient dans le cadre d'un processus permanent et se poursuivraient dans l'esprit de l'article XIX de l'AGCS, également à l'avenir. Par conséquent, la Suisse prendrait en compte la valeur globale des offres et non uniquement les améliorations proposées lors des négociations de 1997. Pour arriver au 12 décembre avec des chances raisonnables de succès, les Membres devaient avoir aujourd'hui une idée claire de ce que seraient les listes. Pour cette raison, les pays ne devraient pas tarder à présenter leurs offres.

20. La Thaïlande a dit que l'accroissement des apports de capitaux, à la suite de la libéralisation des marchés financiers et d'un contrôle insuffisant des établissements financiers, avait provoqué une bulle spéculative dans le secteur immobilier et entraîné d'importantes créances improductives dans le secteur financier du pays. Le gouvernement thaïlandais s'employait actuellement à rétablir la stabilité économique. A cette fin, il était convenu, lors de consultations avec le FMI, d'un ensemble de mesures à appliquer d'urgence pour renforcer la confiance dans le système financier du pays et assurer une protection complète aux déposants et créanciers thaïlandais et étrangers. La Thaïlande était cependant bien déterminée à poursuivre la libéralisation progressive de son secteur financier.

21. Les Etats-Unis ont accueilli avec satisfaction les offres nouvelles et améliorées présentées depuis la réunion de juillet, ainsi que les indications selon lesquelles plusieurs délégations étaient sur le point de déposer des offres. Les réunions bilatérales de la semaine avaient été instructives et productives car elles avaient permis aux Etats-Unis de clarifier leurs demandes et leur offre et de participer à un débat constructif sur la manière dont ils pouvaient travailler avec d'autres pays pour faire progresser les négociations. Les Etats-Unis auraient pensé que les négociations seraient entrées à ce stade dans une phase plus intensive, avec un plus grand nombre d'offres déposées, et ils espéraient que l'on passerait bientôt à cette phase. Ils se sont déclarés sensibles à la situation financière de certains pays et comprenaient qu'il était difficile pour ceux-ci de faire avaliser leurs offres sur le plan interne. Ils espéraient cependant que malgré ces difficultés, les délégations seraient en mesure d'améliorer les engagements pris en 1995. Ils comptaient bien recevoir le plus tôt possible des offres additionnelles. La question de l'évolution du marché dans certaines régions, qui préoccupait l'ensemble de la communauté internationale et dont beaucoup ressentiraient peut-être les effets, avait incité les Etats-Unis à accorder une grande importance aux aspects techniques spécifiques de l'objet des négociations. Les Membres négociaient un accord commercial qui visait l'accès aux marchés, le droit de posséder et d'établir des entreprises commerciales, le droit de mener des activités, et le traitement national. Des questions examinées par les responsables politiques dans d'autres instances, comme les taux de change ou les mouvements massifs de capitaux, ne faisaient pas l'objet des négociations en cours. Tous les Membres devaient reconnaître le droit et l'obligation des autorités monétaires de prendre les mesures prudentielles nécessaires pour éviter la désorganisation des marchés et la détérioration des systèmes financiers qui relevaient de leur compétence. Ils devaient aussi reconnaître les droits et obligations des Membres, tels qu'ils étaient prévus dans l'AGCS, qui autorisait l'adoption de mesures temporaires pour préserver la balance des paiements du risque de déséquilibres très graves. Les Etats-Unis ont aussi dit qu'ils avaient déjà présenté leurs demandes et qu'ils n'ajouteraient pas de questions nouvelles à celles qu'ils avaient soulevées lors des discussions bilatérales avec chaque partenaire de négociation. Ils étaient convaincus qu'un aboutissement des négociations restait possible.

22. Les Communautés européennes ont ajouté qu'elles notaient avec sympathie les difficultés financières extérieures rencontrées par certains pays. Ces difficultés étaient liées aux emprunts extérieurs qui avaient accru la liquidité sur les marchés nationaux et créé une bulle de spéculation financière. Les emprunts à l'étranger avaient été rendus possibles par la forte compétitivité des marchés internationaux et auraient pu, notamment pour cette raison, apparaître comme une solution de rechange aux emprunts nationaux. Les CE ont réaffirmé que les négociations ne portaient ni sur le contrôle des changes ni sur les mouvements de capitaux. En tout état de cause, l'AGCS contenait une clause de sauvegarde pour les difficultés de la balance des paiements et d'autres difficultés financières extérieures. Certains des pays aux prises avec ces difficultés disposaient d'une épargne intérieure très élevée, et il était essentiel d'avoir un système financier efficace et fortement capitalisé pour diriger cette épargne vers les investissements productifs. Attirer des compétences et capitaux étrangers, en donnant les garanties nécessaires, pourrait contribuer à résoudre ces problèmes, surtout lorsque les pays avaient besoin de restructurer et de recapitaliser leurs systèmes financiers. Le Président a souligné que pour atteindre les objectifs fixés dans le délai convenu, des progrès substantiels étaient nécessaires au cours des semaines à venir, en ce qui concernait aussi bien le nombre des offres que leur substance. Il a instamment invité toutes les délégations à n'épargner aucun effort à cette fin.

Point C:            Organisation des travaux futurs

23. Le Président a rappelé qu'à sa réunion d'avril, le Comité était convenu d'un calendrier indicatif pour l'achèvement des négociations. Il a proposé que la réunion suivante du Comité se tienne à la date indiquée dans ce calendrier, à savoir le vendredi 17 octobre. Le Comité en est ainsi convenu.

24. Les Communautés européennes ont soulevé la question de savoir quand il faudrait organiser une réunion de haut niveau. Elles étaient préoccupées par la date à retenir à cette fin car il importait que les négociations soient portées à l'attention de hauts fonctionnaires pour que les questions puissent être examinées comme il conviendrait par les responsables du secteur des services financiers. Une telle réunion devrait être organisée le plus tôt possible, peut-être en octobre, car si elle se tenait plus tard, en novembre, les hauts fonctionnaires n'auraient peut-être pas le temps d'engager les négociations nécessaires. Le Président a dit que, comme il était indiqué dans le calendrier convenu, une réunion de haut niveau aurait lieu en temps opportun. Des suggestions et opinions lui avaient été communiquées sur la question de savoir si le Comité devait décider de tenir cette réunion en octobre ou en novembre. Après avoir pris note des différentes opinions exprimées lors des consultations informelles, le Président était d'avis que la participation de hauts fonctionnaires nationaux était certainement très utile pour faire avancer les discussions. Etant donné le délai fixé, elle serait vitale pour le succès des négociations. Le Président se félicitait de la participation de nombreux fonctionnaires nationaux au cours de la semaine, qui montrait que les Membres étaient bien déterminés à faire aboutir les négociations, et cette détermination devrait se renforcer au cours des semaines à venir. Il pensait donc que les Membres devraient éviter d'envisager de manière trop rigide la question du niveau auquel se tiendrait la réunion et reconnaître que les hauts fonctionnaires auraient de nombreuses occasions de poursuivre ailleurs qu'à Genève les discussions bilatérales pendant les semaines à venir. Sur la base de ces observations, il a proposé que le Comité revienne à cette question et prenne la décision nécessaire à sa réunion suivante. Il a invité les délégations à lui faire part entre temps de toutes suggestions à ce sujet. Le Président a aussi dit qu'une réunion informelle se tiendrait le jeudi 16 octobre pour la rédaction du texte d'un protocole qui serait adopté à la fin des négociations en décembre. A ce propos, il a mentionné une note du Secrétariat (S/FIN/W/11) du 1er mai 1997 intitulée "Questions concernant l'adoption d'un protocole pour conclure les négociations sur les services financiers."

Point D:            Autres questions

25. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.